

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 03/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MESSER FRANCE

21 route du Plessis Bouchet
44800 Saint-Herblain

Références : SRNT-2025-0747

Code AIOT : 0006301701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement MESSER FRANCE implanté 21 route du Plessis Bouchet 44800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle s'inscrit dans le cadre des actions nationales 2025 au titre des thématiques suivantes :

- Stratégie de premiers prélèvements environnementaux, dont les dispositions opposables sont prévues par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 ;
- Plan de modernisation des installations industrielles (PMII), dont le contenu est visé par la section I de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Le présent contrôle a également permis d'aborder :

- Les suites de la précédente visite d'inspection ;
- État des matières stockées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESSER FRANCE

- 21 route du Plessis Bouchet 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société MESSER France est autorisée à exploiter une unité de séparation des gaz de l'air, une installation de fabrication d'acétylène, ainsi que des installations de conditionnement des gaz de l'air (oxygène, azote et argon) et d'acétylène.

La fabrication d'acétylène relève de la rubrique 3410 « fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que hydrocarbures simples ». L'établissement est également classé SEVESO seuil bas et est à ce titre soumis à des dispositions spécifiques au travers de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 pour la gestion du risque accidentel.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles – rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
5	Zone de manipulation de substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.3 ème alinéa	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
8	État des matières stockées 50-1	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	/	Demande d'action corrective	30 jours
9	État des matières stockées – 50-2	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	/	Demande d'action corrective	30 jours
10	État des matières stockées – Accessibilité POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande d'action corrective	30 jours
11	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
14	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
15	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport de base	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L515-30	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Capacité des rétentions associées aux produits	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Disponibilité des moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	État des matières stockées – Périmètre d'application	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
12	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
16	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
17	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	/	Sans objet
18	Réservoirs soumis au titre de l'article 3 du 04 octobre 2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3	/	Sans objet
19	Réservoirs soumis au titre de l'article 3 – Vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3	/	Sans objet
20	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	/	Sans objet
21	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	/	Sans objet
22	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	/	Sans objet
23	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
24	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
25	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
26	6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection souligne la nécessité que l'exploitant mette en place les actions nécessaires portant sur les prescriptions post-lubrizon, à savoir la mise en place d'un état des matières stockées conforme aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et la mise en place des premiers prélèvements environnementaux dans le cadre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Ces deux points portent spécifiquement sur les actions post-lubrizon.

Suite au présent contrôle, il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'action portant sur les différents points du rapport d'inspection sous un délai de 30 jours à compter de la notification du présent rapport. Il est également demandé de tenir informé l'inspection des actions de mise en conformité engagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L515-30
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p>
Constats : <p>Dans le cadre des suites de l'inspection du 20 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines, version 0, en date du 24 avril 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p><u>Article 65</u> Surveillance des eaux souterraines hors contexte de pollution.</p> <p>I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes [...] 3410</p> <p>1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les</p>

substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

— le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés [...]

Les dispositions de l'article 65 sont applicables, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 28 février 2022, à compter du **1er juillet 2023**.

Constats :

Lors de l'inspection du 20 décembre 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé d'étude hydrogéologique et qu'aucune surveillance des eaux souterraines n'est en place sur le site. Cela constituait une non-conformité.

Suite au présent contrôle, l'exploitant a transmis une offre de l'APAVE pour la mise en application de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Le document porte sur deux phases (étude hydrogéologique, puis option de réalisation d'un réseau de surveillance des eaux souterraines (1 piézomètre amont et 2 piézomètres aval), prélèvements et analyses chimiques. Le document date du 29 novembre 2024 (non-signé par l'exploitant).

L'exploitant a transmis le rapport relatif à la création de trois piézomètres et à la réalisation d'un programme d'analyse. Celui-ci comprend le prélèvement et l'analyse des eaux souterraines, ainsi que l'interprétation des résultats d'investigation (rapport n°C24110924 en date du 09 septembre 2025). Le document renvoie en page 12/38 à une Étude hydrogéologique demandée par la DREAL en application de l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998. Le document transmis ne peut dès lors pas correspondre à l'étude demandée. **Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'étude hydrogéologique complète.**

Sur les analyses réalisées : Les analyses réalisées montrent des anomalies portant sur les éléments métalliques, notamment en arsenic (en aval), des anomalies en COHV (1,1 dichloroéthylène et chlorure de vinyle en amont), des anomalies en HAP (naphtalène en aval) et des anomalies en PFAS (en aval). Pour chacun de ces paramètres, le bureau d'étude ne les considère pas comme pouvant être liés aux activités relevant de la rubrique 3410. Il est souligné l'absence d'anomalie en hydrocarbures qui sont selon le bureau d'étude représentatif de l'activité. Sur la base des résultats obtenus, il n'est donc pas retenu, sur cette campagne d'analyses, d'anomalies dans les eaux souterraines qui seraient en lien spécifiquement avec les activités de la société MESSER en exploitation.

Observations de l'inspection :

- L'établissement met en œuvre dans le cadre de son process de conditionnement de l'acétylène, du DMF (N,N-Diméthylformamide) et de l'acétone. **Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les analyses réalisées permettent la détection éventuelle de ces substances qui n'ont pas fait l'objet d'un contrôle spécifique.**
- Il n'est pas démontré que ce document correspond à l'étude hydrogéologique de l'article

65 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

- De plus, le document transmis :
 - ne permet pas déterminer le plan de surveillance à mettre en œuvre pour l'établissement conformément aux dispositions de l'article 65-I-2° ;
 - ne détermine pas de fréquence de suivi (65-I-2° de l'arrêté ministériel du 02 février 1998) ;
 - ne précise pas les caractéristiques de la nappe surveillée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est constaté que l'exploitant a procédé à la mise en place de piézomètres sur son établissement et a procédé à des analyses. **Il est cependant demandé de transmettre l'étude hydrogéologique complète mentionnée à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, en veillant à ce que celle-ci comporte l'ensemble des éléments prévus par la disposition. Il est également demandé de justifier que les analyses qui ont été réalisées permettent la détection des composés mis en œuvre sur le site (acétone et DMF notamment).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles – rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.1

Thème(s) : Risques chroniques, État des rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. L'étanchéité des divers moyens de rétention présents sur le site doit pouvoir être contrôlé à tout moment.

Constats :

Les demandes lors de la précédente inspection portaient sur les points suivants :

- 1 – de nettoyer et de vérifier l'étanchéité des rétentions des stockages de substances dangereuses et le cas échéant d'engager les actions correctives afin que les rétentions soient étanches et résistantes aux actions physico-chimiques des produits stockés ;
- 2 – de remplacer les canalisations de soude et d'acide alimentant les tours de purification ;
- 3 – stocker le fût de diméthylformamide (DMF) directement sur le dispositif de rétention en supprimant la palette et en s'assurant que la capacité de rétention est adaptée ;
- 4 – respecter les conditions de manipulation et de stockage mentionnées dans la rubrique 7 de la fiche de données de sécurité (FDS) du diméthylformamide (n° CAS 68-12-2)

notamment « Conserver le récipient bien fermé. Manipuler le produit seulement dans un système fermé. Conserver dans un endroit sec résistant au solvant" ;

- 5 – de mettre tous les bidons notamment celui avec l'étiquetage « 102 467 cool ethyl 96deature " sur rétention.

L'exploitant a apporté une réponse au précédent rapport d'inspection du 27 janvier 2025 :

- **Sur le point n°1 :**
 - Dans sa réponse, l'exploitant a indiqué avoir passé une commande auprès de la société ORTEC. Lors du présent contrôle, il est constaté que la rétention des produits stockés dans les deux armoires bleues comporte, pour l'une, des traces d'huile (égouttures). Les rétentions ne semblent endommagées. **Suite au présent contrôle, il est demandé à l'exploitant de procéder à un nettoyage de la rétention.**
 - Le précédent rapport indiquait des problématiques au niveau du dispositif de rétention de la réserve d'acétone. Lors du présent contrôle, l'exploitant a indiqué prévoir une réfection de cette rétention à base de résine. Cette action est prévue en simultané avec la zone de dépotage des acides et bases. **Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'échéancier de réalisation de travaux, ainsi que le bon de commande signé.**
 - Le précédent contrôle faisait état de problématiques de propreté au niveau des rétentions situées sous les colonnes de lavage de l'unité d'acétylène. **Lors du contrôle ces rétentions sont apparues propre et en bon état.**
- **Sur le point n°2 :**
 - Le précédent contrôle faisait état de problématiques et de vieillissement des tuyauteries de soude et d'acide au niveau de colonne. Dans son courrier de réponse indique avoir procédé à leur réfection. **Ce point a été constaté lors du présent contrôle.**
- **Sur le point n°3 :**
 - Il est constaté que le fût de diméthylformamide est placé sur une rétention. La palette présente lors du précédent contrôle a été supprimée. **Sans-suite.**
- **Sur le point n°4 :**
 - Il était formulé un point concernant la prise en compte de la FDS « Conserver le récipient bien fermé. Manipuler le produit seulement dans un système fermé. Conserver dans un endroit sec résistant au solvant ». L'exploitant a précisé les conditions d'utilisation dans sa réponse en date du 27 janvier 2025. **Sans-suite.**
- **Sur le point n°5 :**
 - Le bidon d'alcool dénaturé a été évacué et n'a pas été vu lors du contrôle. **Conforme**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Suite au présent contrôle, il est demandé à l'exploitant de :**
 - **procéder au nettoyage des salissures d'huile de la rétention en armoire ;**
 - **transmettre le bon de commande et l'échéancier des travaux de la rétention du stockage d'acétone.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Capacité des rétentions associées aux produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Il était formulé une observation concernant le volume de rétention des armoires de stockage lors de la précédente inspection, ainsi que pour le fût de diméthylformamide. Pour les armoires, l'exploitant indique, dans sa réponse, que celles-ci ont une capacité de rétention de 4 m³, soit 8 m³ de stockage maximale à 50 % de la capacité totale. Les volumes indiqués dans les armoires dans le cadre de sa rétention sont inférieurs. Pour le diméthylformamide, la capacité de la rétention est de 245 litres, pour un volume de fût de 220 litres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Zone de manipulation de substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 23.3 ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Déversement accidentel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>

<p>Constats :</p> <p>Sur le dépotage de l'acide et de la soude : Lors du présent contrôle l'exploitant a indiqué que désormais le dépotage de l'acide et de la soude vers les tours de lavage était réalisé sur une rétention mobile, de façon à éviter d'envoyer d'éventuelles écoulements vers le bassin à proximité. Cela permet également la récupération d'éventuelles fuites. À noter que l'exploitant a indiqué prévoir une réfection de la zone.</p> <p>Une remarque était formulée concernant le risque de mélange incompatible. Si l'utilisation de rétentions mobiles permet la collecte de toutes fuites et que celles-ci sont utilisées de façon indépendante, le risque de mélange incompatible est faible.</p> <p>Suite au contrôle, une remarque est formulée pour ce qui concerne les cannes d'aspiration qui sont plongées dans les récipients mobiles, le risque de mélange incompatible est susceptible de se produire si la mauvaise canne est utilisée deux fois de suite (envoi de l'acide et de la base dans la même colonne). Si le risque est présent, il est demandé à l'exploitant d'étudier les possibilités d'améliorations afin d'éviter tout mélange incompatible dans les colonnes.</p> <p>En ce qui concerne l'aire au niveau des deux cannes de chargement de l'acide et de la soude, il est constaté la présence d'une trace noire due aux égouttures. Il est demandé à l'exploitant d'étudier les axes d'amélioration sur ce point afin d'éviter les égouttures.</p> <p>Sur la récupération des fuites : Lors de la précédente inspection, il était fait état de fuites d'huile dans la salle des compresseurs. Ce point n'a pas été contrôlé spécifiquement lors de l'inspection. Dans son courrier du 27 janvier 2025, l'exploitant indique avoir engagé des actions correctives de maintenance. Sans suite.</p> <p>Sur la récupération d'éventuelle fuites d'acétone et de diméthylformamide : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des kits de récupération, pour récupérer d'éventuelles fuites au niveau des zones de manipulation. Sans suite.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est considéré que l'exploitant a mis en œuvre des actions correctives suites aux remarques formulées lors de la précédente inspection. Il est cependant émis deux nouvelles remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'absence de risque de mélange incompatible au niveau des colonnes ; • prévoir des dispositifs pour la récupération des égouttures de canne de chargement et de déchargement des colonnes. 	
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>	
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>	
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>	
<p>N° 6 : Disponibilité des moyens de défense incendie</p>	
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>	
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Poteau incendie</p>	

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : Lors de la précédente visite, il avait été constaté que des tuyaux étaient branchés en permanence sur le poteau destiné à la défense contre l'incendie de l'établissement. Lors de l'inspection, le poteau concerné, ne comportait plus de tuyau branché en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées – Périmètre d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'application
Prescription contrôlée : État des matières stockées – dispositions spécifiques : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'établissement est classé seveso seuil bas et est soumis aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des matières stockées 50-1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1
Thème(s) : Risques accidentels, Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel
Prescription contrôlée : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de

<p>dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant a présenté un état des matières stockées destiné à vérifier son classement au titre des rubriques 4xxx. L'état des matières stockées présenté n'a pas été conçu pour la gestion d'une situation accidentelle. Cette disposition est applicable depuis le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un état des matières stockées répondant à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et destiné à servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel. Au besoin, l'exploitant pourra utilement se baser sur le guide édité par France Chimie – Circulaire T 661 révisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : État des matières stockées – 50-2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Répondre aux besoins d'information de la population</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun état des matières spécifiques destiné à répondre aux besoins d'information de la population n'a été établi. Cette disposition est applicable depuis le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit établir un état des matières stockées destiné à répondre aux besoins d'information de la population.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 10 : État des matières stockées – Accessibilité POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées – Accessibilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est classé SEVESO seuil bas. Celui-ci dispose d'un plan d'opération interne dont la dernière version date du 17 avril 2021. Ce plan d'opération interne n'a pas été mis à jour avec les états des matières stockées prévus à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, ces derniers n'existant pas. Cette disposition est applicable depuis le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter le plan d'opération interne avec les modalités d'accès à l'état des matières stockées prévu à l'article 50, une fois ce document établi.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à</p>

compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

Pour un établissement seveso seuil bas, le plan d'opération interne (POI) est soumis à une obligation minimale de test tous les trois ans et est alors mis à jour à cette occasion, si nécessaire. Ce point est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Ainsi, pour ceux disposant déjà d'un POI, celui-ci doit à minima intégrer les nouveaux éléments prescrits, lors de sa prochaine mise à jour et au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Dans le cas de l'établissement contrôlé, le plan d'opération interne pré-existait à l'obligation prévue à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. La version actuelle date du 17 avril 2021. Le plan d'opération interne aurait donc dès lors dû être mis à jour avant le 17 avril 2024 avec les premiers prélèvements environnementaux (Cf. page 5 de l'Avis du 1^{er} décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement).

Lors du présent contrôle, l'exploitant a présenté une proposition commerciale en vue de la réalisation par une société de la liste des produits de décomposition et de la stratégie de prélèvements à mettre en œuvre. Ce prestataire serait également en charge de la réalisation des prélèvements. Lors du contrôle le bon de commande n'avait pas été signé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- Transmettre à l'inspection des installations classées le bon de commande signé pour l'élaboration et la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux ;
- Transmettre à l'inspection des installations classées le plan d'opération interne mis à jour avec la stratégie des premiers prélèvements environnementaux avec les éléments prévus à l'article 5 et à l'annexe V-i et j de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

Préalablement au contrôle, l'exploitant a transmis les deux derniers compte-rendus de son plan d'opération interne. Le premier, date du 09 décembre 2024, consistait en un exercice d'évacuation. Le second exercice, réalisé le 26 février 2025, consistait en un départ de feu dans un chariot lors du transport d'un panier d'acétylène. La fréquence prévue par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 est respectée.

En 2024, il est fait état d'un signal d'alarme qui n'est pas clairement audible par l'ensemble des personnes se trouvant sur le site. Ce point est remonté également lors de l'exercice réalisé en 2025. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que cela correspondait aux étages du bâtiment administratif et que ce point a été résolu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Le plan d'opération interne date du 17 avril 2021 et aurait dû être mis à jour au plus tard le 17 avril 2024 avec les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux. La liste des substances recherchées et milieux associés n'a donc pas été définie dans les délais impartis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan d'opération interne mis à jour avec la stratégie des premiers prélèvements environnementaux avec les éléments prévus à l'article 5 et à l'annexe V-i et j de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :• [...]• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...] Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le plan d'opération interne date du 2021 et aurait dû être mis à jour au plus tard le 17 avril 2024. La stratégie de prélèvements n'est pas établie à ce jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le plan d'opération interne mis à jour avec la stratégie des premiers prélèvements environnementaux avec les éléments prévus à l'article 5 et à l'annexe V-i et j de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 15 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

<p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne date du 17 avril 2021 et aurait dû être mis à jour au plus tard le 17 avril 2024 avec les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux. La stratégie de prélèvements à mettre en œuvre, avec les personnels compétents ou les organismes habilités à utiliser les équipements de prélèvements et à les analyser n'est pas définie à ce stade dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan d'opération interne mis à jour avec la stratégie des premiers prélèvements environnementaux avec les éléments prévus à l'article 5 et à l'annexe V-i et j de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, dont les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre les équipements de prélèvements et à les analyser selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 16 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement n'est pas classé seveso seuil haut et n'est pas soumis au réexamen quinquennal de</p>

<p>l'étude de dangers prévu à l'article R.515-98 du code de l'environnement. L'étude de dangers de l'établissement n'a pas été mise à jour récemment. L'exploitant n'est donc pas concerné par la prescription de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.</p> <p>Toutefois, lors du contrôle, l'exploitant a indiqué prévoir la transmission d'une étude de dangers mise à jour en 2026. Les éléments prévus à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 devront alors être intégrés au plan d'opération interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : 1) Champ d'application démarche PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est classé seveso seuil bas et entre dès lors dans le champ de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. L'exploitant a procédé à un recensement de ses équipements soumis au PMII. Le recensement a été réalisé en interne. À noter qu'une part importante des équipements présents sur le site relèvent de la réglementation des équipements sous pression (ESP).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Réservoirs soumis au titre de l'article 3 du 04 octobre 2010

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement des équipements au titre de l'article 3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du présent article, on entend par :</p> <p>Réservoir atmosphérique : réservoir dont la pression relative de stockage est inférieure ou égale à 500 mbars.</p> <p>Basse température : température de service inférieure ou égale à – 10° C.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> à tout réservoir atmosphérique à basse température de stockage de gaz liquéfiés toxiques ou inflammables ou d'oxygène présent au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ; à tout réservoir de gaz de distillation des gaz de l'air (autre que l'oxygène) liquéfié, lorsque le volume de liquide susceptible d'y être stocké est supérieur à 2 000 m³.
<p>Constats :</p>

Le bac de stockage de dioxygène est soumis au champ d'application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Cet élément est suivi selon le guide DT97. À noter que l'exploitant suit également le bac de stockage cryogénique de l'azote suivant les mêmes modalités. Ce dernier bac de stockage n'est pas soumis aux dispositions de l'article 3.

Note : Le volume du bac cryogénique d'azote est inférieur à 2 000 m³, ce qui ne le soumet aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Réservoirs soumis au titre de l'article 3 – Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement des équipements au titre de l'article 3

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède à une inspection interne tous les quinze ans.

Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 30 juin 2011 ;
- le programme d'inspection est défini avant le 31 décembre 2011 ;
- la première inspection interne mentionnée ci-dessus est réalisée, lorsqu'elle est exigée, avant le 1er janvier 2014 ou au plus tard quinze ans après la dernière inspection interne ;

Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011 :

- le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service ;
- la première inspection interne mentionnée ci-dessus est réalisée, lorsqu'elle est exigée, dans un délai de quinze ans suivant la mise en service.

Constats :

Le réservoir cryogénique d'oxygène est suivi selon les modalités du guide DT97.

L'exploitant présente un état initial du réservoir reprenant les caractéristiques du réservoir.

Le programme d'inspection est présenté (visite externe annuelle et inspection externe détaillée tous les cinq ans). Le détail des inspections réalisées dans le passé est détaillé.

La dernière visite externe annuelle a été réalisée le 18/02/2025. Le contrôle est réalisé en interne par le personnel de l'établissement. Ceux-ci sont transmis au niveau national. Les personnes sur site sont formées aux rôles de contrôleur mentionné dans le DT.

Le document faisait état de plusieurs ponts thermiques à reprendre. Le jour de l'inspection les actions correctives ont été réalisées. Sur les autres contrôles à réaliser l'un concernait les soupapes

de sécurité du réservoir intérieur PSV7103-1 2 et 3, à réaliser avant le 07 juin 2025. Lors du contrôle il a été vérifié le contrôle de lune des soupapes (Emerson 21-05-2024 Serial n°09/05654). À noter que la soupape BAREP, pour l'inter-paroi a été contrôlée le 09/12/2024. Les autres contrôles à réaliser en 2025 n'ont pas été vérifiés.

La dernière visite externe détaillée a été réalisée le 10/03/2021. La prochaine est prévue en 2026. Le rapport de la dernière visite concluait que l'équipement pouvait être maintenu en service. À noter que le contrôle de l'altimétrie, prévu dans ce cadre selon le DT97, a été réalisé en 2025. Ce point est détaillé au constat n°27 du présent rapport. Le contrôle quinquennal est réalisé par un inspecteur habilité au niveau du groupe. Celui-ci a présenté son attestation.

Pour l'inspection interne détaillée, l'exploitant a présenté une exemption de visite interne sur la base du DT97. L'exemption avait fait l'objet d'un accord en date du 12 avril 2021.

Les conditions d'exemption sont les suivantes :

- 1. Le retour d'expérience confirme l'absence de mode de dégradation interne significatif de ce type de réservoir ;
- 2. Le réservoir a été suivi selon les recommandations minimales du guide DT 97 ;
- 3. Le système de refroidissement et de traitement des gaz a permis de maintenir en permanence des conditions internes (température, hygrométrie) rendant impossible la corrosion ;
- 4. Le balayage à l'azote et les conditions d'isolation de l'inter-paroi ont été maintenus et vérifiés de façon à rendre impossible la corrosion de l'extérieur de la paroi interne du réservoir ;
- 5. Les contrôles internes réalisés à la mise en service du réservoir ont permis de vérifier l'absence de défaut supérieur à ceux définis dans la norme API 620 ;
- 6. Les conditions d'exploitation du réservoir sont restées dans la plage des conditions limites d'exploitation et de design (pression interne, température).

Sur les points pouvant faire l'objet d'un contrôle lors de l'inspection, il est constaté :

- 2 – Le réservoir est suivi suivant les modalités du DT97.
- 4 – le balayage à l'azote de l'interparoi est maintenu en continu et fait l'objet d'un suivi qui a pu être constaté en inspection.
- 3 et 6 – L'exploitant n'a pas fait état de problématique qui aurait conduit le réservoir à sortir des conditions d'exploitation, ni fait l'objet d'un arrêt d'exploitation.

Les points 1 et 5 sont basés sur un contrôle réglementaire permettant d'accorder l'exemption de contrôle interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les

<p>phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</p> <p>— supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <p>— les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</p> <p>— les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne comporte pas de réservoirs relevant des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 selon le recensement réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : 3) Dossier des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne comporte pas de réservoirs relevant des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 selon le recensement réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant</p>

<p>procède :</p> <p>— à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</p> <p>— à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>— pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans(...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne comporte pas de réservoirs relevant des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 selon le recensement réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p>

<p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et — les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et — les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>Le recensement de l'exploitant ne comporte pas de capacités, ou de tuyauteries relevant du champ de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. L'inspection s'est interrogée, a posteriori de l'inspection, sur la possibilité de classement d'un équipement au niveau de la production d'acétylène. Bien que cet équipement ne soit pas classé, il est demandé de s'assurer que celui-ci est maintenu dans un bon état de fonctionnement. Ce point est détaillé en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Vérifier que l'équipement au niveau de la production d'acétylène ne présente pas de traces de corrosions susceptibles de mettre en péril son intégrité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement n'est pas connu pour disposer de tuyauteries, ou de capacités entrant dans le champ de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et — les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et — les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et — les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son recensement, l'exploitant a retenu les massifs béton et fondations, ainsi que la cuvette de rétention associée au bac cryogénique relevant de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Il y a donc deux ouvrages soumis aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Ce point ne fait pas l'objet d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 26 : 6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Concernant la réalisation de l'état initial, il n'a été consulté lors de l'inspection de documents électroniques en ce sens. L'exploitant a fait état de la présence de documents de construction en version papier, mais ceux-ci n'ont pas été vérifiés. L'année de fabrication des ouvrages est récente (2008).</i></p> <p>Le massif béton et la cuvette de rétention sont contrôlés selon les modalités du DT92. La fréquence de contrôle pour ces deux ouvrages est annuelle. Les contrôles sont réalisés en interne par des personnes formées.</p> <p>La liste fournie par l'exploitant fait apparaître la dernière visite de surveillance, réalisée le 13 octobre 2025, ainsi que la prochaine date de visite de surveillance prévue le 13 octobre 2026. Il a été consulté le rapport de contrôle en date du 18 octobre 2024. L'historique des actions engagées depuis le dernier contrôle est détaillé, ainsi que les actions correctives. Le document, liste sur la</p>

base du DT92, les différents points à contrôler. Un suivi photographique est réalisé.

Un contrôle de la stabilité des fondations est réalisé selon une fréquence quinquennale. Ce dernier contrôle est lié avec celui du réservoir cryogénique. Celui-ci a été réalisé le 31 octobre 2025. Il est indiqué la présence de mouvements de l'ordre du millimètre sur une période de 6 ans. Il est indiqué que ces mouvements ne sont pas préjudiciables à court terme. Il est indiqué de procéder à une vérification des potentiels de mouvements par la réalisation de relevés des plots de nivellements périodiquement. **Lors de l'inspection l'exploitant a évoqué la possibilité d'augmenter la fréquence de contrôle.**

Depuis la construction des ouvrages, il a uniquement été recensé des désordres de type D1 dans les rapports de vérification selon l'exploitant. Aucun désordre de type D2 ou D3 (désordres plus importants) n'a été recensé. Il est précisé par l'exploitant qu'en cas de désordre de niveau D2 et D3, cela impliquerait l'intervention d'une personne extérieure pour une évaluation plus détaillée.

Il est constaté la mise en place d'actions correctives face aux désordres constatés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'existence d'un état initial pour le réservoir cryogénique d'oxygène.

Type de suites proposées : Sans suite